

Arrestations de militants antiracistes : le MOC dénonce le deux poids deux mesures

Le Mouvement ouvrier chrétien tient à marquer sa plus profonde inquiétude suite aux événements de ce samedi 2 avril, place de la Bourse à Bruxelles. L'arrestation du président de la Ligue des Droits de l'Homme ainsi que d'une trentaine de militants antiracistes posent de nombreuses questions.

Une semaine plus tôt, 450 hooligans, dont une partie de militants d'extrême droite, avaient défilé dans les rues de la capitale. La réaction policière avait été particulièrement clémentine à leur égard, les forces de l'ordre se limitant à encadrer et accompagner le groupe de manifestants. Pourtant, certains d'entre eux n'avaient pas hésité à effectuer le salut nazi devant les caméras du monde entier, avant que les mêmes saccagent du mobilier urbain.

C'est évidemment le « deux poids deux mesures » qui choque dans la réaction des forces de l'ordre. Car, contrairement au week-end précédent, les militants et citoyens qui s'étaient calmement rassemblés ce samedi autour de la Bourse, ne représentaient pas une menace pour l'ordre public.

Le MOC tient à dénoncer fermement la différence de traitement que la police a fait subir aux deux rassemblements. Il est fondamental de rappeler que racisme et antiracisme ne sont pas à mettre sur un pied d'égalité. L'un est contraire à la loi, l'autre est une expression démocratique essentielle, particulièrement en ces temps troublés. Que certains tendent à l'oublier a de quoi faire peur dans un Etat de droit comme le nôtre.

Le MOC exige également des responsables politiques, communaux, régionaux et fédéraux que toute la lumière soit faite sur l'action de la police au cours de ces deux derniers week-ends.

Après les attentats que la Belgique a connus, ce sont les valeurs de la démocratie qu'il s'agit de porter haut et fort. La réaction totalement disproportionnée des forces de l'ordre et le silence complice de certains responsables politiques nous font craindre le pire pour l'expression, dans les jours, semaines et mois à venir, de toutes les voix qui prôneront plus de tolérance, de vivre-ensemble et de justice sociale.

La tentation de vouloir criminaliser les mouvements sociaux serait en effet la pire des réponses à la crise démocratique qui nous guette.

Christian KUNSCH,
Président du MOC